

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ville de Baie-Comeau | 96020 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Baie-Comeau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire

Jeanie Caron



Date

1.1 15 juin 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	10
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	37
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	39
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	40
Situation financière par organismes	41
Charges par objets	42
Excédent (déficit) accumulé	43
Avantages sociaux futurs	47

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	56
Analyse des charges consolidées	68

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Baie-Comeau,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **VILLE DE BAIE-COMEAU** (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025, les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Ville au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de la variation de sa dette nette consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Baie-Comeau inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport du maire, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Le 15 juin 2026

Baie-Comeau, Canada

CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A128584

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations	
		2025	2024 Redressé note 24
Revenus			
Taxes	1	53 350 896	53 140 102
Compensations tenant lieu de taxes	2	5 143 834	4 714 916
Quotes-parts	3		
Transferts	4	7 641 198	7 472 872
Services rendus	5	37 906 067	30 762 380
Imposition de droits	6	1 491 426	954 346
Amendes et pénalités	7	916 281	836 588
Revenus de placements de portefeuille	8	75 250	93 545
Autres revenus d'intérêts	9	1 608 376	2 048 377
Autres revenus	10	3 260 851	576 458
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	111 394 179	100 599 584
Charges			
Administration générale	14	12 270 411	11 406 003
Sécurité publique	15	8 582 336	7 980 231
Transport	16	15 094 969	14 369 232
Hygiène du milieu	17	14 725 771	14 139 729
Santé et bien-être	18	538 566	906 818
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 811 235	4 487 354
Loisirs et culture	20	17 551 502	14 516 785
Réseau d'électricité	21	27 153 309	22 085 927
Frais de financement	22	3 568 786	3 652 005
Effet net des opérations de restructuration	23		525 138
	24	105 296 885	94 069 222
Excédent (déficit) lié aux activités	25	6 097 294	6 530 362
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	176 892 212	169 836 566
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		525 284
Solde redressé	28	176 892 212	170 361 850
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	182 989 506	176 892 212

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
			Redressé note 24
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	30 964 586	30 540 702
Débiteurs (note 5)	2	40 350 212	39 713 430
Prêts (note 6)	3	58 333	207 488
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 332 797	2 051 786
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	150 001	150 000
	8	73 855 929	72 663 406
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	16 456 644	16 007 983
Revenus reportés (note 11)	12	1 732 495	1 246 186
Dette à long terme (note 12)	13	85 517 317	88 679 416
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	5 050 900	6 153 900
Autres passifs (note 14)	15	5 732 986	5 445 062
	16	114 490 342	117 532 547
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(40 634 413)	(44 869 141)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	217 894 639	216 231 835
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 160 698	2 229 810
Stocks de fournitures	20	2 476 147	2 290 209
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 092 435	1 009 499
	23	223 623 919	221 761 353
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	182 989 506	176 892 212
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	182 989 506	176 892 212
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	182 989 506	176 892 212
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations	
		2025	2024 Redressé note 24
Excédent (déficit) lié aux activités	1	6 097 294	6 530 362
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	12 178 963)	16 379 851)
Produit de cession	3	449 526	218 431
Amortissement	4	10 205 791	8 816 437
(Gain) perte sur cession	5	(139 156)	(75 484)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		220 404
	8	(1 662 802)	(7 200 063)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	69 112	(175 982)
Variation des stocks de fournitures	10	(185 938)	282 302
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(82 936)	(371 701)
	13	(199 762)	(265 381)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15	(2)	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	4 234 728	(935 082)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(44 869 141)	(41 473 747)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		(2 460 312)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(44 869 141)	(43 934 059)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(40 634 413)	(44 869 141)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
			Redressé note 24
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 097 294	6 530 362
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	10 205 791	8 816 437
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession	4.1	(139 156)	(75 484)
▪ Autre	4.2	(2)	220 404
▪ Ajout organisme Hockey Junior Baie-Comeau	4.3		461 192
	5	16 163 927	15 952 911
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(636 782)	818 386
Autres actifs financiers	7	(1)	100 001
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	736 585	1 986 201
Revenus reportés	9	486 309	68 114
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 103 000)	(417 500)
Propriétés destinées à la revente	11	69 112	(175 982)
Stocks de fournitures	12	(185 938)	413 985
Autres actifs non financiers	13	(82 936)	(371 701)
	14	15 447 276	18 374 415
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	12 178 963)(	16 379 851)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	449 526	218 431
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(11 729 437)	(16 161 420)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 ())
Remboursement ou cession	21	149 155	94 803
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 (	281 011)(	258 826)
Cession	23		757 323
	24	(131 856)	593 300
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	25 901 420	11 761 245
Remboursement de la dette à long terme	26 (	28 940 053)(	9 247 125)
Variation nette des emprunts temporaires	27		(719 818)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(123 466)	(38 489)
Autres			
▪ Application OMHS	29.1		1 221 663
	30	(3 162 099)	2 977 476
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	423 884	5 783 771
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	30 540 702	24 278 479
Solde déjà établi	33		478 452
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	34	30 540 702	24 756 931
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	30 964 586	30 540 702

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2025

2024

Redressé note 24

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Baie-Comeau est un organisme municipal constitué et régit en vertu de la Loi sur les cités et villes du Québec (L.R.Q. no 37). Elle regroupe, en une seule municipalité, les municipalités ayant été constituées selon la Loi constituant en corporation la Ville de Baie-Comeau (1937, chapitre 120) et la Loi constituant en corporation la Ville de Hauterive (1950, chapitre 124) sous le nom de Ville de Baie-Comeau.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés regroupent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville et des organismes qu'elle contrôle. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

Le 1^{er} janvier 2025, la Ville a ajouté l'organisme Hockey junior Baie-Comeau à son périmètre comptable suite aux recommandations de la Commission municipale du Québec.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

	Consolidation ligne par ligne
Club de hockey junior majeur de Baie-Comeau Inc.	x
Société d'expansion de Baie-Comeau	x
Hockey Junior Baie-Comeau	x

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses du partenariat auquel elle participe (73.25 % en 2024). Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La municipalité participe au partenariat suivant :

	Consolidation ligne par ligne
Régie de gestion des matières résiduelles de Manicouagan	x

B) Comptabilité d'exercice

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisée selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs. Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie selon la méthode linéaire aux taux suivants :

Infrastructures	2.5 %
Bâtiments	2.5 %
Véhicules	5 à 10 %
Ameublements et équipement de bureau	10 à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 10 %

L'amortissement du réseau d'électricité se calcule sur le solde dégressif aux taux de 3 à 10 %.

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Ville capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles sont amortis selon la méthode linéaire aux taux suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Durées
Infrastructures - OMHS	5.6 % à 25 %
Bâtiments - OMHS	5.3 % à 33.3 %

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen pour développement résidentiel et commercial.

Stocks

Les stocks de fournitures comprennent les matériaux, les pièces de rechange, les abrasifs, les produits pétroliers et les fournitures achetées en vue de rendre des services. Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

F) Revenus

Revenus de transfert

Les revenus de transferts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées s'ils font l'objet d'une demande de paiement.

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'entrée en service de modifications apportées à des immeubles ou de nouveaux immeubles.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire.

Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisation déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»).

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement de personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

Contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Le 11 avril 2024, la Cour suprême du Canada a mis fin à la première partie du débat dans l'affaire visant la contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la «Loi RRSM») en rejetant tous les appels et appels incidents sur ce débat. Le jugement de la Cour supérieure du Québec est donc maintenu et les dispositions de la Loi RRSM permettant de suspendre l'indexation automatique des rentes des retraités sont jugées inconstitutionnelles, invalides et inopérantes. Une seconde partie sur les mesures compensatoire devra avoir lieu et ne visera que les régimes pour lesquels l'organisme municipal a décidé de suspendre en totalité ou en partie l'indexation automatique des rentes des retraités à compter du 1^{er} janvier 2027. Puisque le régime ne prévoyait pas d'indexation automatique avant l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucune incidence sur le régime.

Retraite Québec a émis des directives sur la façon de reconnaître l'impact de ce jugement dans les évaluations actuarielles. Ces directives n'ont aucun impact sur les résultats du présent rapport.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1^{er} janvier 2007: dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participant.
- pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Ville évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas des opérations entre parties liées autres que les membres de la direction qu'elle évalue au coût.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Frais de financement

Les frais de financement relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût ou au coût après amortissement après leur comptabilisation initiale sont capitalisés à l'encontre de l'instrument financier auquel ils se rapportent. Ils sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du financement obtenu.

Prêts

Les prêts comptabilisés au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Lorsque la valeur comptable d'un placement de portefeuille constitué de fonds communs cotés sur un marché actif a été réduite pour tenir compte d'une moins-value durable, le solde cumulé des pertes non réalisées comptabilisé à l'état des gains et pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	12 375 594	9 830 536
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	18 588 992	20 710 166
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	30 964 586	30 540 702
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	30 964 586	30 540 702
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	3 040 661	2 920 159
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	18 778 000	6 908 000

Note**5. Débiteurs**

		2025	2024
Taxes municipales	9	1 903 997	1 861 724
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	24 143 555	25 113 480
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	8 215 088	7 019 937
Organismes municipaux	13	432 721	598 052
Autres			
▪ Autres	14.1	5 654 851	5 120 237
	15	40 350 212	39 713 430
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	20 678 988	21 984 494
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	20 678 988	21 984 494
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	931 007	326 774
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	7 050 066	7 002 643
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	13 404 794	15 010 141
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	26 619	4 556
Ministère de la Culture et des Communications	26	1 366 318	1 569 251
Autres ministères/organismes	27	2 295 758	1 526 889
	28	24 143 555	25 113 480

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		135 821
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪ Club nautique	31.1	58 333	71 667
	32	58 333	207 488
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34		
Autres placements	35	2 332 797	2 051 786
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38	2 332 797	2 051 786
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	1 827 230	1 637 917
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪ Autres	42.1	150 001	150 000
	43	150 001	150 000

Note**9. Emprunts temporaires**

La marge de crédit de la Ville de Baie-Comeau est fermée depuis le mois d'octobre 2025.

La Régie de gestion des matières résiduelles dispose d'un emprunt bancaire, d'un montant autorisé de 500 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel et renouvelable en juin 2026. L'emprunt temporaire est garanti par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Hockey Junior Baie-Comeau dispose d'un crédit bancaire d'un montant autorisé de 200 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 1,5 % et renouvelable annuellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	8 082 123	8 324 713
Salaires et avantages sociaux	45	4 187 674	3 218 196
Dépôts et retenues de garantie	46	3 256 630	3 612 365
Provision pour contestations d'évaluation	47	45 371	
Autres			
▪ Intérêts courus à payer	48.1	600 871	597 015
▪ Redevances à payer	48.2	143 877	154 694
▪ Autres	48.3	140 098	101 000
	49	16 456 644	16 007 983

Note**11. Revenus reportés**

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	179 062	265 258
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Subventions perçues d'avance	55.1	475 792	124 902
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	478 301	454 482
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	29 668	6 298
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Revenus perçus d'avance	62.1	203 773	195 085
▪ Autres	62.2	365 899	200 161
	63	1 732 495	1 246 186

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	5,40	2026	2055	64	79 486 630	82 098 917
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3,65	3,65	2035	2035	66	2 049 333	2 254 266
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,70	7,59	2026	2030	68	4 680 485	4 876 330
Autres					69	31 536	57 104
					70	86 247 984	89 286 617
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(730 667)	(607 201)
					72	85 517 317	88 679 416

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		7 859 810	1 693 737	3 733	9 557 280
2027	74		7 921 839	1 320 334	3 803	9 245 976
2028	75		8 182 573	1 193 993	24 002	9 400 568
2029	76		7 114 703	751 287		7 865 990
2030	77		6 815 203	145 696		6 960 899
2031 et plus	78		43 641 833			43 641 833
	79		81 535 961	5 105 047	31 538	86 672 546
Intérêts et frais accessoires	80			(424 562)	(424 562)	
	81		81 535 961	4 680 485	31 538	86 247 984

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (2 236 300)	(3 364 400)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83 (2 814 600)	(2 789 500)
	84 (5 050 900)	(6 153 900)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 2 119 000	2 634 200
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86 66 000	65 400
Régimes à cotisations déterminées	87 12 519	17 751
Autres régimes (REER et autres)	88 54 439	49 963
Régimes de retraite des élus municipaux	89 38 986	44 533
	90 2 290 944	2 811 847

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92 5 732 986	5 445 062
Autres	93.1	
	94 5 732 986	5 445 062
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95 5 445 062	5 163 405
Passifs engagés	96 142 190	142 190
Passifs réglés	97 () ()	
Charge de désactualisation ¹	98 145 734	139 467
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100 5 732 986	5 445 062

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Ville de Baie-Comeau**

Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

- Taux d'actualisation, utilisé pour l'ensemble des immobilisations : De 3 % à 4 %
- Période d'actualisation : De 3 à 19 ans
- Taux d'inflation : 2 %

Les coûts estimés avant la désactualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2025 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 4 833 000 \$ (4 833 000 \$ au 31 décembre 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Régie de gestion des matières résiduelles

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme concernent principalement les coûts de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissements.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	73 076 173	936		73 077 109
Eaux usées	102	49 171 198	415 595		49 586 793
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	72 712 680	3 518 250		76 230 930
Autres					
▪ Autres	104.1	32 767 657	179 318	(2 284 769)	35 231 744
Réseau d'électricité	105	21 667 130	968 323		22 635 453
Bâtiments	106	68 599 238	3 114 401		71 713 639
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	10 890 982	889 080	800 204	10 979 858
Ameublement et équipement de bureau	109	7 024 138	304 028		7 328 166
Machinerie, outillage et équipement divers	110	18 546 531	2 403 549	1 151 468	19 798 612
Terrains	111	10 427 795	161 273	17 874	10 571 194
Autres	112				
	113	364 883 522	11 954 753	(315 223)	377 153 498
Immobilisations en cours	114	2 729 455	224 210	2 284 777	668 888
	115	367 612 977	12 178 963	1 969 554	377 822 386
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	16 385 577	1 826 908		18 212 485
Eaux usées	117	28 060 226	1 240 004		29 300 230
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	32 084 133	1 894 839		33 978 972
Autres					
▪ Autres	119.1	14 784 198	1 105 980		15 890 178
Réseau d'électricité	120	7 619 291	536 599		8 155 890
Bâtiments	121	31 935 935	1 794 842		33 730 777
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	4 575 231	779 555	798 617	4 556 169
Ameublement et équipement de bureau	124	6 244 873	208 832		6 453 705
Machinerie, outillage et équipement divers	125	9 691 678	818 232	860 569	9 649 341
Autres	126				
	127	151 381 142	10 205 791	1 659 186	159 927 747
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	216 231 835			217 894 639
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	13 441 459			13 441 459
Amortissement cumulé	130	(3 937 341)	()	()	(3 937 341)
Valeur comptable nette	131	9 504 118			9 504 118

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	313 777	313 777
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	1 846 921	1 916 033
	135	2 160 698	2 229 810
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	2 160 698	2 229 810

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Assurances et divers	143.1	1 070 465	987 529
▪ Frais reportés	143.2		
Autres			
▪ Œuvre d'art SEBC	144.1	21 970	21 970
▪ Ajustement	144.2		
	145	1 092 435	1 009 499

Note**19. Obligations contractuelles****A) Sites de neiges usées**

Les contrats d'entretien de ces sites totalisent 150 321 \$ pour l'année 2025 et totaliseront 137 533 \$ pour 2026. Le contrat pour le site de Marquette a été renouvelé en 2022 et celui de Mingan en 2021 et prolongé en 2024. Pour le site de Marquette, l'échéance est en 2027 et pour le site de Mingan en 2026.

B) Contrats de service

Les contrats de service totalisent 2 238 971 \$ pour l'année 2025. Pour les contrats en cours en 2026, cela totalisera 2 185 125 \$. Les échéances varient entre 2025 et 2031.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) Entretien ménager

Les versements pour les vingt-trois (23) contrats d'entretien ménager totalisent 864 953 \$ pour l'année 2025. Les échéances varient selon les différents contrats (2025 à 2030). Le coût prévu pour 2026 selon les contrats en cours sera de 936 013 \$. Neuf (9) contrats viennent à échéance en 2026.

D) Régie de gestion de matières résiduelles

La Régie s'est engagée par contrat jusqu'en mars 2028 pour la collecte et le transport des matières résiduelles. Le solde de l'engagement suivant ce contrat, s'établit à 7 285 314 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des quatre prochains exercices sont les suivants :

2026 - 1 216 623 \$
2027 - 1 253 115 \$
2028 - 315 576 \$

E) Société d'expansion de Baie-Comeau

L'organisme s'est engagé par bail jusqu'en 2028 pour la location de locaux. Le solde de l'engagement suivant ce bail s'établit à 71 846 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des trois prochains exercices sont les suivants :

2026 - 24 910 \$
2027 - 25 406 \$
2028 - 21 530 \$

20. Droits contractuels**A) Ville de Baie-Comeau**

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 22 501 757 \$ à la Ville pour des travaux admissibles. La Ville doit également investir 9 693 376 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, 13 205 464 \$ a été comptabilisée à titre de revenu et un solde de 9 296 293 \$ de subvention demeure disponible.

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 2 751 349 \$ sur une période de 5 ans. L'échéancier de ces subventions est de :

- 2026 - 634 420 \$
- 2027 - 594 013 \$
- 2028 - 552 016 \$
- 2029 - 508 254 \$
- 2030 - 462 646 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) Régie de gestion de matières résiduelles

Programme de subvention

Dans le cadre d'une entente contractuelle pour la modernisation de la collecte sélective au Québec, Éco Entreprises Québec (ÉEQ) s'est engagé à rembourser les coûts réels admissibles liés à la collect et au traitement des matières recyclables, sous réserve de la conformité des dépenses aux critères établis par ÉEQ conformément aux termes de l'entente conclue entre les parties.

C) Société d'expansion de Baie-Comeau

Contrats de location

L'Organisme a conclu divers baux avec les locateurs. Ces baux viennent à échéances entre 2028 et 2030 et prévoit les produits suivants:

2026 - 124 992 \$

2027 - 134 397 \$

2028 - 59 550 \$

2029 - 25 267 \$

2030 - 4 672 \$

21. Passifs éventuels

Régie de gestion de matières résiduelles

Une provision pour litige de 115 000 \$ a été imputée aux charges de l'exercice terminé le 31 décembre 2025.

Société d'expansion de Baie-Comeau

Incitatif financier pour la construction

L'Organisme a consenti à verser un montant de 100 000 \$ à un promoteur dans les 30 jours où les fondations de son immeuble auront été complétées. Au 31 décembre 2025, aucune construction n'avait débuté sur ce terrain. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

Travaux municipaux

L'Organisme s'est engagé par protocole à réaliser des travaux municipaux pour un projet de développement domiciliaire. L'Organisme devra assumer un coût maximum de 490 160 \$. Cette somme sera financée à même les produits de la vente de propriétés. À la date du bilan, les travaux n'étaient pas commencés.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪ Hockey junior Baie-Comeau	146.1	200 000	
	147	200 000	
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150	200 000	

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) Auto-assurance

RECLAMATIONS D'ASSURANCE

La Ville est autoassureur en matière de biens municipaux et de responsabilité civile. Cette autoassurance ne couvre pas les organismes inclus dans le périmètre comptable.

À même son budget de fonctionnement, elle réserve annuellement au poste créditeurs et charges à payer les sommes qu'elle juge nécessaires au règlement des réclamations.

Au 31 décembre 2025, il y avait 60 dossiers pendants au Service du Greffe et affaires juridiques de la Ville. De ce nombre, 32 dossiers consistaient en des mises en demeure pour lesquelles aucun montant n'était précisé, 6 dossiers représentaient un compte à percevoir d'un tiers pour des biens endommagés de la Ville.

De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ces réclamations et le montant, le cas échéant, que la Ville pourrait être appelée à verser. Conséquemment, aucune provision concernant ces réclamations d'assurance ne figure aux livres.

C) Poursuites

Grief

Au cours de l'exercice, un grief a été déposé contre Hockey Junior Baie-Comeau par une ancienne ressource suite à l'abolition de son poste. L'Organisme conteste le grief et continue de faire valoir ses droits. De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant, le cas échéant, que l'Organisme pourrait être appelé à verser. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

Litiges

Carcillo

En juin 2020, M. Daniel Carcillo et M. Garret Taylor, en tant que représentants des demandeurs, ont intenté un recours collectif en Ontario et en Alberta contre la Ligue canadienne de hockey, toutes les ligues constitutives et toutes les équipes, alléguant que les joueurs ont subi des abus systémiques et que les défendeurs sont responsables de leur incapacité à protéger correctement les joueurs contre le bizutage et les abus commis par leurs coéquipiers et d'autres personnes. Le demandeur réclame en son nom et au nom de tous les membres du groupe contre les défendeurs un montant indéterminé de dommages-intérêts pour négligence présumée, violation de l'obligation fiduciaire et violation du contrat, ainsi que des dommages-intérêts aggravés, exemplaires et/ou punitifs, des intérêts et les coûts du recours. La LCH défend l'action et conteste la certification.

En février 2023, la Cour Supérieure a rendu une décision rejetant la requête en certification des demandeurs et adoptant un protocole de recours individuel.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Avant le début de ce protocole d'action individuelle, les plaignants ont fait appel de la décision du tribunal de rejeter la demande de certification. Les audiences d'approbation ont eu lieu en 2025.

Le 22 septembre 2025, la Cour d'appel a confirmé le rejet et refusé de certifier le recours collectif.

Les plaignants ont indiqué leur intention de recommencer le processus d'action collective sur les mêmes bases. Toutefois, aucune nouvelle demande n'a été soumise à ce jour.

Walter, Berg

En 2019, une action collective avait été intentée contre la LHJMQ et ses équipes dont l'Organisme afin que les joueurs soient considérés comme des employés et soient rémunérés pour la période d'octobre 2011 à juin 2018. Un règlement pancanadien de 30 M\$, négocié en 2020, a été accepté en Ontario et en Alberta, mais contesté au Québec par les représentants des membres du groupe au Québec. Le Club de hockey junior majeur de Baie-Comeau inc. a acquitté la portion du règlement qui lui était attribuable de 266 667 \$ en 2020.

Le 22 mai 2025, la Cour suprême du Canada a accepté d'entendre l'appel des représentants des membres du groupe au Québec dans ce dossier.

Les audiences ont eu lieu le 16 février 2026 et le jugement a été pris en délibéré.

McEwan

En 2019, un avis de poursuite civile a été déposé pour un éventuel recours collectif intenté par des joueurs contre la Ligue canadienne de hockey et ses équipes. La poursuite allègue que les organisations de hockey n'ont pas fait assez pour protéger McEwan d'un traumatisme crânien. Le 6 février 2026, la Cour d'appel a rendu une décision importante et rejette l'appel de la LCH. Le dossier progresse vers l'audience de certification. Néanmoins, l'action collective n'a pas encore été certifiée devant les tribunaux et aucune allégation n'a été prouvée. L'issue de cette affaire est inconnue à ce jour.

Latulippe

En mai 2023, la LHJMQ a reçu une réclamation d'un ancien joueur, Carl Latulippe. Le demandeur demande l'autorisation d'intenter un recours collectif au nom des joueurs qui ont été victimes de harcèlement et/ou d'abus et qui ne font pas partie du protocole d'action individuelle de Carcillo/Taylor mentionné ci-dessus. Le demandeur allègue qu'il a été victime d'abus alors qu'il jouait pour les Saguenéens de Chicoutimi dans la LHJMQ entre 1994 et 1996. La certification a été accordée. Les défendeurs ont fait appel de l'ordonnance de certification.

La Cour d'appel a rejeté la demande de permission d'appel. L'action collective peut se poursuivre. Les audiences sur le fond restent à venir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Association mondiale des syndicats de joueurs de hockey sur glace, Division Amérique du Nord et al c. Ligue nationale de hockey et al

En février 2024, un recours collectif éventuel a été déposé devant les tribunaux. La Ligue nationale de hockey et trois ligues majeures sont poursuivies pour des allégations selon lesquelles elles restreindraient illégalement la rémunération et la mobilité professionnelle de milliers de joueurs adolescents, en violation de la loi antitrust américaine. Les services d'un avocat ont été retenus et un avis de préservation de la documentation pertinente a été émis. L'avocat de la défense a déposé une requête pour traiter des questions de compétence et une requête en irrecevabilité à l'encontre de certains ou de tous les défendeurs.

En mai 2025, la Cour a rejeté la demande des plaignants. En juin 2025, les plaignants ont fait appel de la décision. L'issue de cette affaire n'est pas encore connue.

Windsor Spitfires

En mars 2025, une poursuite a été intentée contra la ligue Canadienne de hockey et deux autres organisations de hockey concernant une agression sexuelle alléguée survenue en 1984. Ce dossier est au stade préliminaire et les faits n'ont pas été prouvés. L'issue de cette affaire n'est pas encore connue.

Pour ces six litiges, l'Organisme conteste les demandes. La direction croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant, le cas échéant, que l'Organisme pourrait être appelée à verser. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

D) Autres

s.o.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

Mise en application du chapitre SP 3280 du Manuel de CPA Canada

À compter du présent exercice, la Ville de Baie-Comeau a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Ville de Baie-Comeau comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Ville de Baie-Comeau qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Ville de Baie-Comeau doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Ville de Baie-Comeau à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément à cette norme, la Ville avait l'obligation de comptabiliser un passif lié aux OMHS en 2023. Toutefois, le travail d'évaluation requis pour déterminer ce passif a été complété en 2025, rendant nécessaire l'inscription rétroactive de ce passif aux exercices 2023 et 2024. Cela a eu pour effet d'augmenter les postes suivants de l'état consolidé de la situation financière :

Postes des états financiers	2023	2024
Immobilisations corporelles	3 059 156 \$	2 563 406 \$
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	3 668 157 \$	3 785 069 \$

L'amortissement connexe et de la charge de désactualisation pour les exercices 2023 et 2024 ont été inclus dans les résultats 2024 redressés.

Enfin, ce redressement a entraîné une réduction de l'excédent accumulé de fonctionnement non affecté de 3 785 069 \$ pour l'administration municipale au 31 décembre 2024.

Consolidation initiale de Hockey Junior Baie-Comeau

Comme la consolidation débute non en fonction de faits nouveaux, mais à la suite d'une nouvelle interprétation des indicateurs de contrôle concernant des faits ou conditions déjà existants, l'exercice comparatif a été retraité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Par conséquent, le solde de l'excédent cumulé au 1^{er} janvier 2024 a été augmenté de 525 284 \$, représentant l'actif net de l'organisme à ajouter au périmètre comptable à cette date, et les états financiers consolidés 2024 ont été retraités pour inclure cet organisme.

Les ajustements liés à l'application de la norme comptable sur les OMHS et l'intégration de Hockey Junior Baie-Comeau dans la consolidation ont aussi eu un impact d'un montant de 2 460 312 \$ sur le solde de la dette nette consolidée au 1^{er} janvier 2024.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation), aux placements de portefeuilles et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes à la consommation est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Placements de portefeuille

La Ville atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissements et de placements établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Ville considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêts se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de maintenir ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La Ville est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêts de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

27. Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses lors de l'établissement de la provision de la mise hors service d'immobilisations. Ces estimations et hypothèses portent notamment sur les coûts de gestion, le taux de rendement des placements de portefeuille rattachés et le volume annuel enfouis. En raison des incertitudes liées aux estimations, les résultats réels pourraient différer. Ainsi, l'évaluation du passif au titre d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations présenté dans le bilan et la charge d'hygiène du milieu reflètent la meilleure estimation de la direction en tenant compte de toute l'information disponible à la date de clôture.

28. Autres organismes périmunicipaux et supramunicipaux

La Ville est membre de la MRC de Manicouagan, organisme régional composé de neuf municipalités et ville. Cette MRC est responsable de la gestion de certaines activités à caractère régional. Elle a été créée en vertu du code municipal du Québec. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les municipalités membres selon une des bases suivantes :

- Richesse foncière;
- Population;
- Nombre de logements;
- Dossier évaluation.

La quote-part versée à la MRC par la Ville pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2025, s'élève à 320 899 \$.

La partie de la dette de l'organisme attribuable à la Ville s'élevait, au 31 décembre 2025, à 0 \$.

29. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	53 140 102	52 905 660	53 445 150			53 350 896
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 737 798	5 133 670	5 143 834			5 143 834
Quotes-parts	3					2 555 213	
Transferts	4	4 199 354	4 550 220	5 335 150		475 671	5 333 776
Services rendus	5	28 133 964	35 467 870	33 460 269		4 547 951	37 906 067
Imposition de droits	6	954 346	624 300	1 514 796			1 491 426
Amendes et pénalités	7	836 588	644 500	916 281			916 281
Revenus de placements de portefeuille	8					75 250	75 250
Autres revenus d'intérêts	9	2 004 153	1 013 040	1 588 357		39 069	1 608 376
Autres revenus							
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10					2 181 343	2 181 343
Autres	11	123 727	30 300	184 456		904 270	1 079 508
Effet net des opérations de restructuration	12						
	13	94 130 032	100 369 560	101 588 293		10 778 767	109 086 757
Investissement							
Taxes	14						
Quotes-parts	15						
Transferts	16	1 417 408		2 307 422			2 307 422
Imposition de droits	17						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	18						
Autres	19						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20						
Effet net des opérations de restructuration	21						
	22	1 417 408		2 307 422			2 307 422
	23	95 547 440	100 369 560	103 895 715		10 778 767	111 394 179

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus	24	95 547 440	100 369 560	103 895 715		10 778 767	111 394 179
Charges							
Administration générale	25	10 183 494	13 092 726	11 181 459	459 879	629 073	12 270 411
Sécurité publique	26	7 690 259	7 999 951	8 180 910	401 426		8 582 336
Transport	27	11 929 276	13 939 591	12 504 547	2 590 422		15 094 969
Hygiène du milieu	28	9 243 762	10 138 491	9 439 016	3 455 991	4 385 977	14 725 771
Santé et bien-être	29	906 818	874 640	538 566			538 566
Aménagement, urbanisme et développement	30	4 022 894	5 261 906	5 167 075	402 496	459 288	5 811 235
Loisirs et culture	31	11 274 268	11 931 798	12 962 132	1 467 638	3 610 148	17 551 502
Réseau d'électricité	32	21 729 525	29 271 237	26 466 872	686 437		27 153 309
Frais de financement	33	3 279 027	3 495 560	3 131 789		456 047	3 568 786
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	9 220 139	7 516 233	9 464 289 (	9 464 289)		
	36	89 479 462	103 522 133	99 036 655		9 540 533	105 296 885
Excédent (déficit) lié aux activités	37	6 067 978	(3 152 573)	4 859 060		1 238 234	6 097 294

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Budget 2025	Réalizations 2025		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
	Redressé note 24					
Excédent (déficit) lié aux activités	1	6 067 978	(3 152 573)	4 859 060	1 238 234	6 097 294
Moins : revenus d'investissement	2	(1 417 408)		(2 307 422)		(2 307 422)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 650 570	(3 152 573)	2 551 638	1 238 234	3 789 872
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	9 220 139	7 516 233	9 464 289	741 502	10 205 791
Produit de cession	5	217 327		106 510	343 016	449 526
(Gain) perte sur cession	6	(74 380)		(58 734)	(80 422)	(139 156)
Réduction de valeur / Reclassement	7				514	514
	8	9 363 086	7 516 233	9 512 065	1 004 610	10 516 675
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	88 137		135 821	(7 571)	128 250
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	88 137		135 821	(7 571)	128 250
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	177 768		6 626		6 626
Remboursement de la dette à long terme	17	(6 954 753)	(7 575 370)	(7 501 799)	(1 316 185)	(8 817 984)
	18	(6 776 985)	(7 575 370)	(7 495 173)	(1 316 185)	(8 811 358)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(700 585)	(275 030)	(401 825)	(543 521)	(945 346)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 063 606	3 920 080	3 950 723	(16 647)	3 934 076
Réserves financières et fonds réservés	22	(704 814)	(433 340)	97 021	(71 746)	25 275
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(45 833)				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(387 626)	3 211 710	3 645 919	(631 914)	3 014 005
	26	2 286 612	3 152 573	5 798 632	(951 060)	4 847 572
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	6 937 182		8 350 270	287 174	8 637 444

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Réalizations 2025	
	Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 417 408	2 307 422	2 307 422
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	1 966 592)(	357 449)(	357 449)
Sécurité publique	3 (	1 437 371)(	405 835)(	405 835)
Transport	4 (	3 237 343)(	4 389 750)(	4 389 750)
Hygiène du milieu	5 (	1 530 403)(	611 689)(	1 120 877)(
Santé et bien-être	6 ()()()(
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	9 300)(	141 446)(	161 273)(
Loisirs et culture	8 (	3 198 183)(	3 118 685)(	39 217)(
Réseau d'électricité	9 (	6 297 942)(	1 832 742)(	1 832 742)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()()()(
	11 (	17 677 134)(	10 857 596)(	1 321 367)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()()()(
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 ()()()(
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	10 329 620	7 116 830	7 116 830
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	700 585	401 825	543 521
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16		294 343	294 343
Excédent de fonctionnement affecté	17			
Réserves financières et fonds réservés	18	881 777	348 411	219 986
	19	1 582 362	750 236	1 057 850
	20	(5 765 152)	(2 990 530)	(263 517)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(4 347 744)	(683 108)	(263 517)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024		2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 24			
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	27 446 705	27 853 253	3 111 333	30 964 586
Débiteurs (note 5)	2	38 873 307	39 437 446	1 930 333	40 350 212
Prêts (note 6)	3	207 488	58 333		58 333
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 000 000	2 000 000	2 332 797	2 332 797
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7			150 001	150 001
	8	68 527 500	69 349 032	7 524 464	73 855 929
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	14 501 299	14 566 445	2 532 766	16 456 644
Revenus reportés (note 11)	12	1 046 025	1 366 596	365 899	1 732 495
Dettes à long terme (note 12)	13	78 393 125	76 534 951	9 357 366	85 517 317
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	6 153 900	5 050 900		5 050 900
Autres passifs (note 14)	15	3 785 069	3 905 763	1 827 223	5 732 986
	16	103 879 418	101 424 655	14 083 254	114 490 342
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(35 351 918)	(32 075 623)	(6 558 790)	(40 634 413)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	198 608 109	199 953 640	17 940 999	217 894 639
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	313 777	313 777	1 846 921	2 160 698
Stocks de fournitures	20	2 073 351	2 226 869	249 278	2 476 147
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	944 186	1 027 902	64 533	1 092 435
	23	201 939 423	203 522 188	20 101 731	223 623 919
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	15 335 853	17 309 909	2 818 956	18 128 865
Excédent de fonctionnement affecté	25	6 536 689	8 882 179	1 327 615	10 209 794
Réserves financières et fonds réservés	26	1 750 766	1 827 524	50 881	1 878 405
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	28	(1 273 674)	(2 398 972)	44 579	(2 354 393)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	144 237 871	145 825 925	9 300 910	155 126 835
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	166 587 505	171 446 565	13 542 941	182 989 506
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	27 273 429	26 703 587	28 553 549	25 131 288
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	6 959 971	6 114 237	6 497 231	6 143 102
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	55 626 887	49 699 627	54 890 818	47 137 762
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	2 832 160	3 111 340	3 111 339	2 773 595
D'autres organismes municipaux	10			436 998	372 979
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12	235 700			
Autres frais de financement	13	427 700	20 449	20 449	505 431
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	2 650 053	2 648 202	92 989	126 123
Transferts	15			43 346	42 619
Autres	16		260 273	260 273	246 987
Autres					
Transferts	17		665 963	665 963	591 100
Autres	18		348 688	348 688	486 867
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	7 516 233	9 464 289	10 205 791	9 821 486
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Fiducie post-fermeture	21.1			169 451	164 745
▪ Effet de restructuration Croisière	21.2				525 138
	22	103 522 133	99 036 655	105 296 885	94 069 222

Redressé note 24

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	18 128 865	17 148 437
Excédent de fonctionnement affecté	2	10 209 794	6 836 145
Réserves financières et fonds réservés	3	1 878 405	1 949 887
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ())
Financement des investissements en cours	5	(2 354 393)	(965 577)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	155 126 835	151 923 320
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	182 989 506	176 892 212
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	17 309 909	15 335 853
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	818 956	1 812 584
	11	18 128 865	17 148 437
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Fonds auto assurance	12.1	1 100 246	1 143 582
▪ Projets 2024	12.2	814 493	1 473 027
▪ Budget 2025	12.3		3 920 080
▪ Budget 2026	12.4	6 967 440	
	13	8 882 179	6 536 689
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Budget 2025	14.1		294 343
▪ Budget 2026	14.2	294 343	
▪ Produit de cession presse Régie	14.3	172 926	172 925
▪ Gestion des matières résiduelles et collecte	14.4	843 699	
▪ Fonds d'étude Hockey Junior Baie-Comeau	14.5	16 647	(167 812)
	15	1 327 615	299 456
	16	10 209 794	6 836 145

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪ Réserve Emma Dunken Kerr	18.1	207 514
	19	210 183
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	1 612 860
Organismes contrôlés et partenariats	24	45 376
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	5 505
Montant non réservé		
Administration municipale	27	
Organismes contrôlés et partenariats	28	
Fonds local d'investissement	29	
Fonds local de solidarité	30	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	7 150
Autres		131 548
▪	32.1	
	33	1 670 891
	34	1 878 405
		1 739 704
		1 949 887

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()(
Autres	39 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()(
	41 ()(
Assainissement des sites contaminés	42 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()(
Autres		
▪	45.1 ()(
	46 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ		
Frais d'émission de la dette à long terme	51 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	52 ()(
Autres		
▪	53 ()(
	54.1 ()(
	55 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61	
	62 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	63 44 579	308 097
Investissements à financer	64 (2 398 972)(	1 273 674)
	65 (2 354 393)	(965 577)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 217 894 639	216 231 835
Propriétés destinées à la revente	67 2 160 698	2 229 810
Prêts	68 58 333	207 488
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70	
	71 220 113 670	218 669 133
Ajustements aux éléments d'actif	72 524 677	
	73 220 638 347	218 669 133
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 (85 517 317)(	88 679 416)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (730 667)(	607 201)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 20 678 988	21 984 494
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 57 484	556 310
	79 (65 511 512)(	66 745 813)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 ())
	81 (65 511 512)(	66 745 813)
	82 155 126 835	151 923 320

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2022 tel qu'exigé par la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal. La prochaine évaluation actuarielle sera en date du 31 décembre 2025, cependant les résultats seront connus en septembre 2026. Les changements suivants sont survenus depuis la dernière évaluation:

- En mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a déclaré un état de pandémie mondiale liée à la maladie à coronavirus de 2019 (COVID-19). En mai 2023, l'OMS a déclaré que la maladie à coronavirus n'était plus considérée comme une urgence sanitaire internationale, mais la pandémie n'est pas terminée. L'effet net sur la mortalité à court et à long terme de la COVID-19 reste inconnu pour le moment. Face à cette incertitude, notre vision de la mortalité de base ainsi que l'impact sur la progression future de l'espérance de vie est inchangée et l'hypothèse de mortalité n'a donc pas été révisée. L'impact de la COVID-19 viendra cependant affecter les résultats des évaluations futures dans la mesure où l'expérience relative aux décès observés est différente de celle attendue.
- Le Conseil de normes actuarielles (CNA) du Canada a publié de nouvelles normes actuarielles régissant le calcul des valeurs actualisées de rentes. La date d'entrée en vigueur de ces normes est le 1er décembre 2020. Ces changements ont été reflétés dans le présent rapport.
- Le 9 juillet 2020, un jugement de la Cour supérieure a été rendu dans la cause sur la contestation de la constitutionnalité de la Loi RRSM. En somme, le jugement indique que la Loi RRSM n'est pas inconstitutionnelle, à l'exception des articles 16 et 17, lesquels permettent à l'organisme municipal de suspendre l'indexation automatique des retraités. Puisque l'employeur n'a pas suspendu l'indexation des rentes des participants retraités dans le cadre de l'application de la Loi RRSM, ce dernier n'a aucune incidence sur le régime.
- L'Institut canadien des actuaires a publié une modification aux normes actuarielles régissant le calcul des valeurs actualisées des rentes. La date d'entrée en vigueur de cette modification est le 1er février 2022 et les changements se limitent à la détermination des hypothèses d'inflation et de taux d'intérêt utilisées pour le calcul des valeurs actualisées des rentes. Ce changement a été reflété dans le présent rapport.
- Le 30 mars 2022, un règlement modifiant le «*Règlement sur les régimes complémentaires de retraite*» a été publié dans la Gazette officielle du Québec. Le Règlement vise principalement à compléter le cadre légal requis au bon fonctionnement des régimes de retraite à prestations cible (RRPC). D'autres changements sont aussi introduits, notamment en ce qui a trait à l'établissement du degré de solvabilité à une fréquence plus élevée qu'annuelle. Une modification est apportée à la cote minimale des titres à revenu fixes pour être reconnue comme telle aux fins de la grille établissant la provision de stabilisation. Nous avons tenu compte de ce dernier changement dans la présente évaluation.
- L'Institut canadien des actuaires a publié des modifications aux normes de pratique spécifiques aux régimes de retraite en date du 1er décembre 2022. Les changements les plus importants concernent le taux d'actualisation, les scénarios défavorables mais plausibles, les évaluations de liquidation hypothétiques et les régimes à prestations cibles. Les modifications apportées aux normes ont été reflétées dans le présent rapport, le cas échéant.

Date de la retraite normale: 65 ans

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Date de la retraite anticipée et ajustements applicables : 55 ans

Les modalités suivantes s'appliquent aux participants inactifs qui prennent leur retraite: Avant le 1er janvier 2014 :

Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction du pourcentage annuel indiqué ci-dessous entre 60 et 63 ans :

Catégories 1 et 6 : 4.5 %

Catégories 2 et 7 : 2.75%

Catégories 3 et 8 : 3.5 %

À compter du 1er janvier 2014, voir les modalités suivantes applicables aux participants actifs pour cette période:

Catégories 2 et 7

- Avant le 1er janvier 1991: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 65 ans;
 - Entre le 1er janvier 1991 et le 31 décembre 2013: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction par équivalence actuariel (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 60 et 61.5 ans;
 - À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans.

Catégories 3 et 8

- Avant le 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 60 et 62 ans;

- À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans.

Catégories 1 et 6

- Avant le 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 60 et 61.75 ans.

- À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans.

Catégories 4 et 9

- Avant le 1er janvier 2005: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 59 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 59 et 61 ans.

- Entre le 1er janvier 1991 et le 31 décembre 2013: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 58 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 58 et 60 ans.

- À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 58 ans.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (3 364 400)	(3 798 700)
Charge de l'exercice	4 (2 119 000)	(2 634 200)
Cotisations versées par l'employeur	5 3 247 100	3 068 500
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (2 236 300)	(3 364 400)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	107 229 900	99 085 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	107 941 600)(	99 829 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(711 700)	(743 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(1 524 600)	(2 621 200)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(2 236 300)	(3 364 400)
Provision pour moins-value	12 ())
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(2 236 300)	(3 364 400)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	107 229 900	99 085 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	107 941 600)(	99 829 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	711 700)(	743 200)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	3 605 400	3 377 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	3 605 400	3 377 300
Cotisations salariales des employés	21 (	1 717 000)(	1 629 400)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ())
	23	1 888 400	1 747 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	234 300	602 300
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	2 122 700	2 350 200
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	5 331 200	5 378 100
Rendement espéré des actifs	32 (	5 334 900)(	5 094 100)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(3 700)	284 000
Charge de l'exercice	34	2 119 000	2 634 200

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 8 726 922	9 340 600
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (5 334 900)(	5 094 100)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 3 392 022	4 246 500
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 (4 722 422)	(150 700)
Prestations versées au cours de l'exercice	39 5 483 622	5 283 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40 107 229 981	99 085 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41 270 200	270 200
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42 711 700	743 200
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 8 262 600	6 053 100
DMERCA du nouveau volet (en années)	45 14	14
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46 11	11
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47 24	24
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 5,40 %	5,40 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 5,40 %	5,65 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (2 789 500)	(2 772 700)
Charge de l'exercice	56 (66 000)	(65 400)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 40 900	48 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (2 814 600)	(2 789 500)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (1 412 400)	(1 543 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 412 400)	(1 543 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (1 402 200)	(1 246 500)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (2 814 600)	(2 789 500)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (2 814 600)	(2 789 500)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (1 412 400)	(1 543 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (1 412 400)	(1 543 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	131 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	126 200
	72	131 800
Cotisations salariales des employés	73 ()(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()(
	75	131 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(138 600)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	(126 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	(6 800)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	72 800
Rendement espéré des actifs	84 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	72 800
Charge de l'exercice	86	66 000
		65 400
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	294 300
Prestations versées au cours de l'exercice	91	40 900
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		48 600
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	14
		12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	4,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	4,40 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	4,30 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	2,50 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	2,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	4,70 %
Autres hypothèses économiques		4,40 %
▪	103.1	3,50 %
		2036
		2036

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

Le Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM) a été mis en place par le gouvernement en 1975. Depuis 1989, les élus municipaux ne cotisent plus à ce régime, puisqu'il a été remplacé par le Régime de retraite des élus municipaux (RREM).

Retraite Québec a continué d'effectuer les paiements en vertu du RRMCM aux participants du régime et a puisé les sommes à même sa caisse de retraite jusqu'en novembre 2017, date de l'épuisement de la caisse. Depuis cette date, toutes les sommes payables en vertu du RRMCM sont devenues des prestations payables, selon les mêmes modalités, en vertu du Régime de prestations supplémentaires des maires et conseillers des municipalités (RPSMCM). Celles-ci sont financées par des contributions annuelles des municipalités concernées.

Pour ce faire, Retraite Québec a transmis une première facture en février 2017 et elle répétera annuellement l'envoi à chaque municipalité concernée. Ces factures sont établies en fonction de l'estimation de l'ensemble des paiements à effectuer au cours de l'année civile en cours et des pourcentages de répartition indiqués à l'annexe du Règlement publié à la Gazette officielle du Québec du 8 février 2017.

Le RPSMCM est considéré comme un régime d'avantages de retraite interemployeurs à prestations déterminées.

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	12 519	17 751
	110	12 519	17 751

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

Régie de gestion des matières résiduelles

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	54 439	49 963
Autres régimes	115		
	116	54 439	49 963

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	8	8

Description du régime

Créé en 1989, le RREM a remplacé le Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM), qui était en vigueur depuis le 1er janvier 1975. Retraire Québec (anciennement LA CARRA) administre le RREM, mais c'est le ministre des affaires municipales et de l'Occupation du territoire qui est responsable de l'application de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux. Le RREM vise les membres du conseil municipal et de certains organismes supramunicipaux.

La participation des élus est obligatoire jusqu'à la fin du mandat, au plus tard, jusqu'au 30 décembre de l'année où ils auront 69 ans.

Le Régime de retraite des élus municipaux est un régime à prestations déterminées. Un tel régime garantit une rente de base dont le montant est fixé selon une formule de calcul établie.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	11 569	13 215
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	38 986	44 533
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	38 986	44 533

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	49 422 680	49 943 758	49 849 504
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	49 422 680	49 943 758	49 849 504
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	3 382 980	3 356 838	3 356 838
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres	17.1			
Centres d'urgence 9-1-1	18	100 000	144 554	144 554
Service de la dette	19			
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	3 482 980	3 501 392	3 501 392
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	3 482 980	3 501 392	3 501 392
	28	52 905 660	53 445 150	53 350 896
				53 140 102

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	762 990	759 011	740 136
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31	44 800	44 797	50 725
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	1 849 800	1 849 539	1 743 270
Cégeps et universités	33	643 260	643 165	466 675
Écoles primaires et secondaires	34	1 755 950	1 755 701	1 656 305
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	5 056 800	5 052 213	4 657 111
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	28 770	40 952	31 186
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38	1 640	9 940	1 640
Taxes d'affaires	39			
	40	30 410	50 892	32 826
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	46 460	40 729	24 979
	43	46 460	40 729	24 979
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	5 133 670	5 143 834	4 714 916

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48	1 110	7 733	6 623
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			4 875
Autres	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	70 790	70 790	32 300
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			22 791
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57	116 060	121 444	23 884
Transport adapté	58	357 500	408 965	353 008
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	480 820	490 377	589 795
Réseau de distribution de l'eau potable	65		7 345	7 345
Traitement des eaux usées	66		11 172	27 300
Réseaux d'égout	67		27 709	100 262
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			85 302
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79	355	355	207 739
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			(357)
Rénovation urbaine	81	95 430	95 430	14 455
Promotion et développement économique	82			111 425
Autres	83	444 955	444 955	13 473
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	59 833	51 836	20 390
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	140 600	147 772	171 936
Autres	86	21 350	55 320	21 037
Réseau d'électricité	87			
	88	1 116 330	1 942 577	1 941 203
			1 941 203	1 806 238

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			73 705
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			105 329
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95			465 519
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105	(1)	(1)	8 743
Réseau de distribution de l'eau potable	106			78 780
Traitement des eaux usées	107			
Réseaux d'égout	108	280 944	280 944	171 884
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			615 075
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			(623)
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	1 575 349	1 575 349	373 129
Activités culturelles				
Bibliothèques	126	79 368	79 368	
Autres	127	371 762	371 762	140 942
Réseau d'électricité				
	128			
	129	2 307 422	2 307 422	2 032 483

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131	1 677 480	1 676 441	1 359 457
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			1 149 110
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	1 693 810	1 653 523	1 062 975
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139	62 600	62 609	62 609
	140	3 433 890	3 392 573	3 634 151
TOTAL DES TRANSFERTS	141	4 550 220	7 642 572	7 472 872

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180			
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182	20 400	20 400	20 400
	183	20 400	20 400	20 000
Réseau d'électricité	184			
	185	20 400	20 400	20 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	1 070 440	1 105 814	1 060 889
	189	1 070 440	1 105 814	1 060 889
Sécurité publique				
Police	190			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			309 768
Autres	192	340 640	252 926	252 926
Sécurité civile	193	189 440	190 028	187 053
Autres	194		4 725	50 009
	195	530 080	447 679	546 830
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196	115 580	118 111	124 019
Enlèvement de la neige	197			
Autres	198			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199	160 000	179 852	180 406
Transport adapté	200	85 000	96 303	111 677
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203		2 250	1 650
	204	360 580	396 516	417 752
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206	80 520	125 526	75 468
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209			
Matières recyclables	210			
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214		1 846 656	1 450 843
	215	80 520	125 526	1 972 182
				1 526 311

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			4 181
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			4 181
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	11 000	87 082	87 082
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			26 192
	225	11 000	87 082	113 274
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	780 550	896 205	3 469 155
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228	114 300	139 899	139 899
	229	894 850	1 036 104	3 609 054
Réseau d'électricité	230	32 500 000	30 241 148	30 241 148
	231	35 447 470	33 439 869	37 885 667
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	35 467 870	33 460 269	37 906 067

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	124 300	145 129	121 759
Droits de mutation immobilière	234	500 000	1 369 667	1 369 667
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	624 300	1 514 796	1 491 426
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	644 500	916 281	916 281
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239		75 250	93 545
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	1 013 040	1 588 357	1 608 376
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	6 000	58 734	139 156
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248			2 181 343
Autres	249			
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	24 300	125 722	940 352
	252	30 300	184 456	3 260 851
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	712 160	646 086		646 086	660 139	646 843
Greffe et application de la loi	2	1 813 709	1 568 635	40 891	1 609 526	1 609 526	1 317 455
Gestion financière et administrative	3	6 116 657	6 035 474	414 665	6 450 139	7 055 941	6 520 309
Évaluation	4	506 330	487 270		487 270	487 270	588 376
Gestion du personnel	5	1 255 760	1 075 164	4 323	1 079 487	1 079 487	959 008
Autres							
▪ Autres	6.1	2 688 110	1 368 830		1 368 830	1 378 048	1 374 012
	7	13 092 726	11 181 459	459 879	11 641 338	12 270 411	11 406 003
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	3 365 577	3 325 319	21 318	3 346 637	3 346 637	3 638 096
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	4 171 204	4 394 430	380 108	4 774 538	4 774 538	3 845 573
Sécurité civile	11	24 010	18 649		18 649	18 649	74 647
Autres	12	439 160	442 512		442 512	442 512	421 915
	13	7 999 951	8 180 910	401 426	8 582 336	8 582 336	7 980 231
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 234 177	4 195 296	2 215 778	6 411 074	6 411 074	6 127 117
Enlèvement de la neige	15	5 016 909	4 449 861	276 642	4 726 503	4 726 503	4 095 811
Éclairage des rues	16	396 820	151 530	23 193	174 723	174 723	226 286
Circulation et stationnement	17	805 682	567 884	44 150	612 034	612 034	671 095
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 602 202	1 533 478	6 717	1 540 195	1 540 195	1 581 768
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 883 801	1 606 498	23 942	1 630 440	1 630 440	1 667 155
	22	13 939 591	12 504 547	2 590 422	15 094 969	15 094 969	14 369 232

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 944 060	2 511 555	939 265	3 450 820	3 450 820	3 516 314
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 086 373	1 988 786	1 008 665	2 997 451	2 997 451	2 718 955
Traitement des eaux usées	25	1 048 845	1 119 919	508 372	1 628 291	1 628 291	1 317 801
Réseaux d'égout	26	1 295 005	1 111 107	994 230	2 105 337	2 105 337	2 259 309
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	579 238	523 463	5 459	528 922	645 564	1 116 705
Élimination	28	436 930	436 924		436 924	1 017 609	1 189 345
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29					284 847	598 699
Tri et conditionnement	30					197 040	374 863
Matières organiques							
Collecte et transport	31	342 520	342 520		342 520	777 051	75 827
Traitement	32	338 860	338 851		338 851	555 870	
Matériaux secs	33	1 065 900	1 065 891		1 065 891	1 065 891	971 911
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39	760					
	40	10 138 491	9 439 016	3 455 991	12 895 007	14 725 771	14 139 729
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	360 630	167 686		167 686	167 686	304 039
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	514 010	370 880		370 880	370 880	602 779
	45	874 640	538 566		538 566	538 566	906 818

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	3 291 706	3 399 519	42 356	3 441 875	3 441 875	2 163 514
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	182 830	181 002		181 002	181 002	231 930
Tourisme	50	707 540	629 139	358 359	987 498	987 498	1 111 575
Autres	51	941 400	666 614	1 781	668 395	910 059	809 275
Autres	52	138 430	290 801		290 801	290 801	171 060
	53	5 261 906	5 167 075	402 496	5 569 571	5 811 235	4 487 354
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	1 619 647	1 782 945	61 036	1 843 981	1 843 981	1 492 432
Patinoires intérieures et extérieures	55	3 470 648	3 739 933	269 311	4 009 244	4 009 244	4 383 805
Piscines, plages et ports de plaisance	56	1 027 364	1 288 134	55 467	1 343 601	1 343 601	900 885
Parcs et terrains de jeux	57	575 929	429 872	264 631	694 503	694 503	498 122
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59						
Autres	60	2 087 574	2 256 564	127 695	2 384 259	5 505 991	3 126 296
	61	8 781 162	9 497 448	778 140	10 275 588	13 397 320	10 401 540
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	665 231	717 261	107 775	825 036	825 036	892 833
Bibliothèques	63	1 370 855	1 478 885	109 498	1 588 383	1 588 383	1 556 705
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64	232 153	254 322	7 697	262 019	262 019	230 686
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	882 397	1 014 216	464 528	1 478 744	1 478 744	1 435 021
	67	3 150 636	3 464 684	689 498	4 154 182	4 154 182	4 115 245
	68	11 931 798	12 962 132	1 467 638	14 429 770	17 551 502	14 516 785

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69	29 271 237	26 466 872	686 437	27 153 309	27 153 309	22 085 927
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	2 896 470	2 923 765		2 923 765	3 360 762	2 943 524
Autres frais	71	171 390	187 575		187 575	187 575	203 050
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72	358 700	69 100		69 100	69 100	251 880
Autres	73	69 000	(48 651)		(48 651)	(48 651)	253 551
	74	3 495 560	3 131 789		3 131 789	3 568 786	3 652 005
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						525 138
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	7 516 233	9 464 289 (	9 464 289)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus ¹	13

Autres renseignements

Questionnaire	14
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	936	936	66 672
Usines de traitement de l'eau potable	2			42 775
Usines et bassins d'épuration	3			81 491
Conduites d'égout	4	415 594	415 594	145 467
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 518 250	3 518 250	1 057 000
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	94 013	179 318	376 396
Autres infrastructures	11			2 253 599
Réseau d'électricité	12	968 323	968 323	6 224 709
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	457 830	457 830	1 524 373
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 880 782	2 880 782	2 465 558
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	889 080	889 080	3 096 573
Ameublement et équipement de bureau	18	304 028	304 028	59 689
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 328 760	2 403 549	2 501 610
Terrains	20		161 273	38 846
Autres	21			
	22	10 857 596	12 178 963	19 934 758

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	936	936	66 672
Usines de traitement de l'eau potable	2			42 775
Usines et bassins d'épuration	3			81 491
Conduites d'égout	4	415 594	415 594	145 467
Autres infrastructures	5	3 612 263	3 697 568	3 686 995
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	6 828 803	8 064 865	15 911 358
	12	10 857 596	12 178 963	19 934 758

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	172 926			172 926
Réserves financières et fonds réservés	3	5 505			5 505
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	67 123 692	7 123 420	8 856 547	65 390 565
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	67 302 123	7 123 420	8 856 547	65 568 996
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	21 984 494		1 305 506	20 678 988
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	21 984 494		1 305 506	20 678 988
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	21 984 494		1 305 506	20 678 988
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	21 984 494		1 305 506	20 678 988
	19	89 286 617	7 123 420	10 162 053	86 247 984
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	89 286 617	7 123 420	10 162 053	86 247 984

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	77 236 297	78 958 746
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	2 398 972	1 273 674
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7		
Débiteurs	8	20 678 988	21 984 493
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	58 956 281	58 247 927
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13	8 982 366	9 771 248
Endettement net à long terme	14	67 938 647	68 019 175
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15		
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		457 939
Endettement total net à long terme	18	67 938 647	68 477 114
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	67 938 647	68 477 114
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	139 297	137 446	137 797
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	2 510 756	2 510 756	(44 457)
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			(11 674)
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 650 053	2 648 202	92 989
				126 123

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	10 857 596	17 677 134
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	10 857 596	17 677 134

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	67,00	35,00	121 940,00	7 565 303	1 701 514	9 266 817
Professionnels	2						
Cols blancs	3	86,00	35,00	156 520,00	6 451 524	1 589 751	8 041 275
Cols bleus	4	97,00	40,00	201 760,00	9 702 175	2 233 330	11 935 505
Policiers	5						
Pompiers	6	35,00	40,00	72 800,00	2 589 399	520 837	3 110 236
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	285,00		553 020,00	26 308 401	6 045 432	32 353 833
Élus	9	9,00			395 186	68 805	463 991
	10	294,00			26 703 587	6 114 237	32 817 824

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	530 409				530 409
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	490 377	(1)			490 376
Réseau de distribution de l'eau potable	3	7 345				7 345
Traitement des eaux usées	4	11 172				11 172
Réseaux d'égout	5	27 709	280 944			308 653
Autres	6	4 268 138	2 026 479			6 294 617
	7	5 335 150	2 307 422			7 642 572

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	765 314	903 011
	4	765 314	903 011
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		26 200
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		26 200
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	649 960	656 458
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13	35 659	
Transport collectif	14		
Autres	15	49 115	240 254
	16	734 734	896 712
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	768 672	786 254
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		262 469
Réseaux d'égout	20	242 060	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26	19 009	15 044
	27	1 029 741	1 063 767
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		8 911
Promotion et développement économique	35	71 423	76 753
Autres	36		
	37	71 423	85 664
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	97 586	89 532
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	97 586	89 532
Réseau d'électricité			
	42	432 991	214 140
	43	3 131 789	3 279 026

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	2025		2024
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2	32 500 000	30 241 148
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6	32 500 000	30 241 148
			24 983 027
Charges			
Achat d'énergie	7	26 000 000	23 113 307
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9	3 271 237	3 353 565
Autres frais	10		
Frais de financement	11	214 140	432 991
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	12	289 843	686 437
	13	29 775 220	27 586 300
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 ()()(
	15	29 775 220	27 586 300
			22 300 067
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16	2 724 780	2 654 848
			2 682 960
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Amortissement	17	289 843	686 437
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21	289 843	686 437
			356 402
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 ()()(
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 ()()(
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32	289 843	686 437
			356 402
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33	3 014 623	3 341 285
			3 039 362

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Élus, rémunération VBC	1.1 Maire	116 902	19 951		
Élus, rémunération VBC	1.2 Conseiller	159 158	82 349		
Élus, rémunération VBC	1.3 Maire suppléant	4 592			
Indemnité départ des élus	1.4 Conseiller	12 234			
	2	292 886	102 300		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	3 728 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3	23 819 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- | | | | |
|--|----|-------------------------------------|-------------------------------------|
| a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. | 47 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 | 48 | | 23 370 \$ |
| | | | |
| b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. | 49 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025 | 50 | | \$ |
| | | | |
| c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). | 51 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 | 52 | | \$ |
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 67
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 100 410 \$
- b) autres formes d'aide 69 136 076 \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 70
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 72
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 73
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025 75 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 _____ 2019-363

b) Date d'adoption de la résolution

93 _____ 2019-10-21

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|---------|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | _____ 2 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | _____ 2 |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | _____ 2 |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | _____ |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | _____ |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | _____ 1 268 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | _____ 653 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | _____ 3 |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 François Corriveau

Adresse courriel du directeur général

10 fcorriveau@ville.baie-comeau.qc.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-06-15

Nom du signataire : Jeanie Caron

Fonction du signataire : Trésorière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2026-06-12 13:53

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	94 130 032	100 369 560	101 588 293	10 778 767	109 086 757
Investissement	2	1 417 408		2 307 422		2 307 422
	3	95 547 440	100 369 560	103 895 715	10 778 767	111 394 179
Charges	4	89 479 462	103 522 133	99 036 655	9 540 533	105 296 885
Excédent (déficit) lié aux activités	5	6 067 978	(3 152 573)	4 859 060	1 238 234	6 097 294
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 417 408)(	)	2 307 422)(	)	2 307 422)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	4 650 570	(3 152 573)	2 551 638	1 238 234	3 789 872
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	9 220 139	7 516 233	9 464 289	741 502	10 205 791
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	177 768		6 626		6 626
Remboursement de la dette à long terme	10 (	6 954 753)(	7 575 370)(	7 501 799)(	1 316 185)(	8 817 984)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	700 585)(	275 030)(	401 825)(	543 521)(	945 346)
Excédent (déficit) accumulé	12	312 959	3 486 740	4 047 744	(88 393)	3 959 351
Autres éléments de conciliation	13	231 084		183 597	255 537	439 134
	14	2 286 612	3 152 573	5 798 632	(951 060)	4 847 572
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	6 937 182		8 350 270	287 174	8 637 444

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025		2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	27 446 705	27 853 253	30 964 586	30 540 702
Débiteurs	2	38 873 307	39 437 446	40 350 212	39 713 430
Prêts	3	207 488	58 333	58 333	207 488
Placements de portefeuille	4	2 000 000	2 000 000	2 332 797	2 051 786
Autres	5			150 001	150 000
	6	68 527 500	69 349 032	73 855 929	72 663 406
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8				
Créditeurs et charges à payer	9	14 501 299	14 566 445	16 456 644	16 007 983
Revenus reportés	10	1 046 025	1 366 596	1 732 495	1 246 186
Dette à long terme	11	78 393 125	76 534 951	85 517 317	88 679 416
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	6 153 900	5 050 900	5 050 900	6 153 900
Autres	13	3 785 069	3 905 763	5 732 986	5 445 062
	14	103 879 418	101 424 655	114 490 342	117 532 547
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(35 351 918)	(32 075 623)	(40 634 413)	(44 869 141)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	198 608 109	199 953 640	217 894 639	216 231 835
Autres	17	3 331 314	3 568 548	5 729 280	5 529 518
	18	201 939 423	203 522 188	223 623 919	221 761 353
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	15 335 853	17 309 909	18 128 865	17 148 437
Excédent de fonctionnement affecté	20	6 536 689	8 882 179	10 209 794	6 836 145
Réserves financières et fonds réservés	21	1 750 766	1 827 524	1 878 405	1 949 887
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	23	(1 273 674)	(2 398 972)	(2 354 393)	(965 577)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	144 237 871	145 825 925	155 126 835	151 923 320
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	166 587 505	171 446 565	182 989 506	176 892 212

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Fonds auto assurance	1.1	1 100 246	1 143 582
▪ Projets 2024	1.2	814 493	1 473 027
▪ Budget 2025	1.3		3 920 080
▪ Budget 2026	1.4	6 967 440	
	2	8 882 179	6 536 689
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	1 327 615	299 456
	4	10 209 794	6 836 145
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5		
Autres			
▪ Réserve Emma Dunken Kerr	6.1	207 514	210 183
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	1 612 860	1 409 035
Organismes contrôlés et partenariats	9	45 376	193 616
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10		
Organismes contrôlés et partenariats	11	5 505	5 505
Fonds local d'investissement	12		
Fonds local de solidarité	13		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14	7 150	131 548
Autres			
▪	15.1		
	16	1 878 405	1 949 887
	17	12 088 199	8 786 032

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	58 956 281	58 247 927
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	67 938 647	68 477 114

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025 Total consolidé	2024 Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	178 431	178 431
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	65 390 565	67 123 692
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	20 678 988	21 984 494
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	86 247 984	89 286 617

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024 Administration municipale	Budget 2025 Administration municipale	Réalizations 2025 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	53 140 102	52 905 660	53 445 150	53 350 896
Compensations tenant lieu de taxes	13	4 737 798	5 133 670	5 143 834	5 143 834
Quotes-parts	14				
Transferts	15	4 199 354	4 550 220	5 335 150	5 333 776
Services rendus	16	28 133 964	35 467 870	33 460 269	37 906 067
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 790 934	1 268 800	2 431 077	2 482 957
Autres	18	2 127 880	1 043 340	1 772 813	4 869 227
	19	94 130 032	100 369 560	101 588 293	109 086 757
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	1 417 408		2 307 422	2 307 422
Autres	23				
	24	1 417 408		2 307 422	2 307 422
	25	95 547 440	100 369 560	103 895 715	111 394 179

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
Administration générale	1	13 092 726	11 181 459	459 879	11 641 338	12 270 411	11 406 003
Sécurité publique							
Police	2	3 365 577	3 325 319	21 318	3 346 637	3 346 637	3 638 096
Sécurité incendie	3	4 171 204	4 394 430	380 108	4 774 538	4 774 538	3 845 573
Autres	4	463 170	461 161		461 161	461 161	496 562
Transport							
Réseau routier	5	10 453 588	9 364 571	2 559 763	11 924 334	11 924 334	11 120 309
Transport collectif	6	1 602 202	1 533 478	6 717	1 540 195	1 540 195	1 581 768
Autres	7	1 883 801	1 606 498	23 942	1 630 440	1 630 440	1 667 155
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	7 374 283	6 731 367	3 450 532	10 181 899	10 181 899	9 812 379
Matières résiduelles	9	2 763 448	2 707 649	5 459	2 713 108	4 543 872	4 327 350
Autres	10	760					
Santé et bien-être	11	874 640	538 566		538 566	538 566	906 818
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	3 291 706	3 399 519	42 356	3 441 875	3 441 875	2 163 514
Promotion et développement économique	13	1 831 770	1 476 755	360 140	1 836 895	2 078 559	2 152 780
Autres	14	138 430	290 801		290 801	290 801	171 060
Loisirs et culture	15	11 931 798	12 962 132	1 467 638	14 429 770	17 551 502	14 516 785
Réseau d'électricité	16	29 271 237	26 466 872	686 437	27 153 309	27 153 309	22 085 927
Frais de financement	17	3 495 560	3 131 789		3 131 789	3 568 786	3 652 005
Effet net des opérations de restructuration	18						525 138
	19	96 005 900	89 572 366	9 464 289	99 036 655	105 296 885	94 069 222
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	7 516 233	9 464 289 (	9 464 289)			
	21	103 522 133	99 036 655		99 036 655	105 296 885	94 069 222

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024		Réalizations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 417 408	2 307 422		2 307 422
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	17 677 134)(	10 857 596)(	1 321 367)(	12 178 963)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ()()()()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	10 329 620	7 116 830		7 116 830
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	700 585	401 825	543 521	945 346
Excédent accumulé	6	881 777	348 411	514 329	862 740
	7	(5 765 152)	(2 990 530)	(263 517)	(3 254 047)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(4 347 744)	(683 108)	(263 517)	(946 625)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14